

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/MEX/2  
G/SCM/Q1/MEX/2  
6 octobre 2003  
(03-5244)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions posées par les ÉTATS-UNIS au sujet de la notification du MEXIQUE<sup>1</sup>

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 octobre 2003.

1. Prière d'expliquer dans quelles circonstances un conseil étranger auprès d'une entreprise défenderesse serait considéré comme un "représentant légal" de cette entreprise, au sens de l'article 51 du Décret portant modification, addition et abrogation de diverses dispositions de la Loi sur le commerce extérieur (le "Décret").
2. Prière de préciser si les parties intéressées seront tenues de fournir des résumés non confidentiels de renseignements confidentiels, comme l'exige l'article 12.4.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC").
3. L'article 51 du Décret paraît inclure dans l'expression "représentants légaux" les membres du conseil d'administration des parties intéressées, ainsi que les conseils internes de ces parties. L'article 80 du Décret dispose que les renseignements confidentiels seront communiqués aux "représentants légaux" des parties intéressées. En quoi cette obligation qu'ont, apparemment, les parties intéressées de transmettre des renseignements confidentiels aux membres du conseil d'administration ou aux conseils internes de leurs concurrents est-elle compatible avec l'article 12.4 de l'Accord SMC?
4. Les articles 57 et 59 du Décret réduisent le temps dont disposait auparavant l'autorité pour mener à bien les enquêtes. Quelles sont les dispositions, le cas échéant, qui autorisent l'autorité administrante à proroger ces délais?
5. La révision de l'article 86 du Décret fait-elle obligation à l'autorité administrante d'informer l'autorité mexicaine compétente de "pratiques monopolistiques" possibles découvertes au cours d'une enquête en matière de droits compensateurs? Fait-elle obligation à l'autorité administrante d'informer les autorités antitrust étrangères compétentes? Dans l'affirmative, en quoi cette disposition est-elle compatible avec l'article 12.4 de l'Accord SMC, qui interdit la divulgation de renseignements

---

<sup>1</sup> G/SCM/N/1/MEX/1/Suppl.1 (24 avril 2003).

confidentiels sans l'autorisation expresse de la partie qui les a fournis? En pareil cas, quels seraient les renseignements que l'autorité administrante communiquerait à l'autorité compétente?

6. Les articles 39 II) et 42 du Décret font référence à "une menace de dommage". En quoi cela est-il compatible avec la note de bas de page 45 de l'Accord SMC, qui fait référence à "une menace de dommage important"?

7. L'article 39 III) du Décret fait référence à "un retard dans la création d'une branche de production nationale". En quoi cela est-il compatible avec la note de bas de page 45 de l'Accord SMC, qui fait référence à "un retard important"?

8. En quoi les dispositions du troisième paragraphe de l'article 40 du Décret, qui envisagent la situation où la totalité des producteurs du produit national similaire sont liés, sont-elles compatibles avec les articles 15.1 et 16.1 de l'Accord SMC?

9. a) En ce qui concerne le cumul, l'article 15.3 de l'Accord SMC exige que les différents pays fassent simultanément l'objet d'enquêtes et il exige également que l'autorité procède à une analyse pour déterminer si le cumul est approprié à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et entre les produits importés et les produits nationaux. L'article 43 du Décret, en ce qui concerne le cumul, ne contient aucune disposition de ce genre. Comment le Mexique fera-t-il en sorte que l'article 43 du Décret soit appliqué conformément à l'article 15.3 de l'Accord SMC?

b) Le cumul prévu à l'article 43 est-il obligatoire ou facultatif?

---